NATIONS
UNIES

A S

Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/42/715
S/19252
5 novembre 1987
FRANCAIS
ORIGINAL : RUSSE

ASSEMBLEE GENERALE
Quarante-deuxième session
Points 41, 56, 62, 66, 69, 73 et 82
de l'ordre du jour
EXAMEN DE L'EFFICACITE DU FONCTIONNEMENT ADMINISTRATIF ET FINANCIER DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES
PREVENTION D'UNE COURSE AUX ARMEMENTS DANS L'ESPACE EXTRA-ATMOSPHERIQUE
DESARMEMENT GENERAL ET COMPLET
EXAMEN DE L'APPLICATION DES RECOMMANDATIONS ET DECISIONS ADOPTEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE A SA DIXIEME SESSION EXTRAORDINAIRE
RELATION ENTRE LE DESARMEMENT ET LE DEVELOPPEMENT
SYSTEME GENERAL DE PAIX ET DE SECURITE INTERNATIONALES
DEVELOPPEMENT ET COOPERATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE

CONSEIL DE SECURITE
Quarante-deuxième année

Lettre datée du 5 novembre 1987, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Union des Républiques socialistes soviétiques auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint le texte de la partie relative à la politique étrangère du discours prononcé à Moscou, le 2 novembre 1987, par Mikhaïl Gorbatchev, Secrétaire général du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique, lors de la cérémonie solennelle consacrée au soixante-dixième anniversaire de la grande Révolution socialiste d'octobre.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer ce texte comme document de l'Assemblée générale au titre des points 41, 56, 62, 66, 69, 73 et 82 de l'ordre du jour.

(Signé) A. BELONOGOV

ANNEXE

Partie relative à la politique extérieure du discours prononcé le 2 novembre 1987 par le Secrétaire général du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique lors de la cérémonie solennelle consacrée au soixante-dixième anniversaire de la grande Révolution socialiste d'octobre

Sans la grande Révolution en Russie, le monde ne serait pas tel que nous le connaissons aujourd'hui. Jusqu'à ce tournant de l'histoire mondiale, c'était le "droit" du puissant et du riche et les guerres d'annexion, qui étaient de règle dans les relations internationales. Le pouvoir soviétique, dont le premier acte législatif fut le fameux décret sur la paix, a mené la lutte contre cet ordre établi. Le pays des Soviets a introduit dans la pratique internationale ce qui n'avait pas auparavant droit de cité en "grande politique" : le bon sens populaire et l'intérêt des masses laborieuses.

Pendant les courtes années où Lénine a dirigé la politique extérieure de l'Union soviétique, il en a non seulement élaboré les prémisses mais aussi montré l'application concrète dans une situation fort inhabituelle et en pleine mutation. En fait, contrairement à ce que l'on avait d'abord escompté, la rupture du "maillon le plus fragile" du système capitaliste n'a pas été la "lutte finale" mais le début d'un processus long et complexe.

L'immense mérite du fondateur de l'Etat soviétique a été de voir à temps les perspectives réelles qu'ouvrait à la Russie nouvelle l'issue victorieuse de la guerre civile. Pour lui, le pays avait non seulement obtenu "un répit" mais, bien plus, voyait s'ouvrir "une ère nouvelle au cours de laquelle il a assuré les fondements de son existence internationale parmi les pays capitalistes". Et Lénine n'a pas hésité : il fallait prendre pour orientation l'apprentissage obstiné d'une "cohabitation" prolongée avec ces pays. Pour faire contrepoids aux extrémistes de gauche, il a posé comme possible la coexistence pacifique d'Etats dotés de systèmes sociaux différents.

Après la guerre civile, il ne faut pas deux ans à l'Etat des ouvriers et des paysans pour sortir de son isolement en politique extérieure : des accords sont conclus avec les pays limitrophes, puis avec l'Allemagne à Rapallo; l'Angleterre, la France, l'Italie, la Suède et d'autres Etats capitalistes reconnaissent la République soviétique sur le plan diplomatique.

On commence a établir des relations d'égal à égal avec des Etats d'Orient - Chine, Turquie, Iran et Afghanistan.

Ce n'étaient pas là simplement les premières victoires de la politique extérieure et de la diplomatie de Lénine. C'était aussi l'amorce d'un développement essentiellement nouveau des relations internationales. Nous avons défini l'orientation fondamentale de notre politique internationale, que nous appelons à bon droit l'orientation léniniste vers la paix, vers la coopération mutuellement avantageuse entre les Etats et l'amitié entre les peuples.

/...

Bien évidemment, toutes nos initiatives de politique extérieure n'ont pas connu par la suite que le succès. Il y a eu aussi de mauvais calculs. Nous n'avons pas toujours su, ni avant ni après la seconde guerre mondiale, tirer parti de toutes les possibilités. Malgré l'immense autorité morale dont jouissait l'Union soviétique au lendemain de la guerre, nous n'avons pas réussi à regrouper toutes les forces démocratiques éprises de paix pour arrêter les responsables de la "guerre froide". Nous n'avons pas toujours réagi comme il aurait fallu aux provocations impérialistes.

C'est vrai, nous aurions pu parfois faire mieux, agir de manière plus efficace. Pourtant, en cette heure solennelle, nous pouvons dire que dans ses principes, notre politique a toujours suivi la ligne définie et lancée par Lénine, une ligne conforme à la nature même du socialisme, qui est par essence axé sur la paix.

Et c'est cela justement qui a été décisif et nous a permis de prévenir le déclenchement d'une guerre nucléaire et d'empêcher l'impérialisme de gagner la "guerre froide". Avec nos alliés, nous avons déjoué la stratégie impérialiste du "refoulement du socialisme". Les impérialistes ont dû modérer leurs prétentions à l'hégémonie mondiale. Et au stade suivant, nous avons pu tirer parti des résultats de notre politique de paix pour élaborer des méthodes nouvelles adaptées à notre nouvelle démarche.

La conception léniniste de la coexistence pacifique a naturellement évolué. Elle a d'abord été fondée essentiellement sur la nécessité de créer en politique extérieure les conditions minimum indispensables à l'édification d'une nouvelle société dans le pays de la révolution socialiste. Mais en tant que prolongement de la politique de classe du prolétariat victorieux, la coexistence pacifique est devenue par la suite, surtout à l'ère nucléaire, une condition indispensable à la survie de l'humanité tout entière.

La réunion plénière d'avril 1985 du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique a été un jalon du développement de la pensée de Lénine dans cette direction aussi. Le XXVIIe Congrès a permis de développer une nouvelle conception de la politique étrangère. L'idée fondamentale, comme on le sait, est la suivante : si profondes que soient les contradictions du monde contemporain, si fondamentalement divers que soient les Etats qui le composent, le monde est interdépendant et forme un tout indissociable.

Cela s'explique par l'internationalisation des relations économiques mondiales, le caractère global de la révolution scientifique et technique, le rôle tout à fait nouveau que jouent les moyens d'information et de communication, l'état des ressources de la planète, les risques écologiques communs et les problèmes sociaux criants du monde en développement, qui affectent tout un chacun, mais surtout par la mise en question de la survie même de l'humanité depuis l'apparition des armes nucléaires et la menace d'y avoir recours.

L'idée de Lénine de donner la priorité aux intérêts du développement social a trouvé un sens et une importance nouveaux.

Depuis la réunion plénière d'avril, nous avons dit bien assez clairement à tous comment nous concevions l'évolution vers un monde stable, un monde de sécurité. Nos intentions, notre volonté, sont inscrites dans les décisions du XXVIIe Congrès, instance politique suprême du parti et du peuple, dans la nouvelle édition du Programme du Parti communiste de l'Union soviétique, dans le programme de désarmement nucléaire énoncé dans la Déclaration du 15 janvier 1986, dans la Déclaration de New Delhi et d'autres documents, ainsi que dans les déclarations officielles des dirigeants de l'Union soviétique.

Avec les autres pays de la communauté socialiste, nous avons avancé à l'Organisation des Nations Unies toute une série d'initiatives importantes, notamment le projet de système général de paix et de sécurité internationales. Les Etats signataires du Traité de Varsovie ont proposé à l'OTAN et à tous les pays européens de réduire les forces armées et les armements pour les ramener à un niveau raisonnablement suffisant, et les ont invités à mettre en parallèle les doctrines militaires des deux alliances, dans le but de les axer exclusivement vers la défense. Nous avons avancé un plan concret d'interdiction et d'élimination des armes chimiques, que nous poursuivons activement. Nous avons fait preuve d'initiative concernant l'organisation de méthodes efficaces de vérification de la réduction des armements, y compris l'inspection sur place.

Nous avons résolument préconisé le renforcement de l'autorité de l'ONU et l'utilisation intégrale et effective des pouvoirs impartis à l'Organisation et à ses organes par la communauté internationale. Nous ne négligeons rien pour que l'ONU, instance universelle, puisse, en conformité avec son mandat, examiner et rechercher collectivement les moyens de concilier les intérêts de tous les Etats et remplir effectivement sa fonction pacificatrice.

L'essentiel, c'est que nos idées et notre ferme attachement à la paix se sont traduits dans la pratique, dans tout notre comportement sur la scène internationale, dans le style même de notre diplomatie et de notre politique extérieure, qui se caractérisent par la recherche du dialogue, un dialogue sincère et honnête tenant compte des préoccupations mutuelles et des progrès de la science mondiale, sans que quiconque cherche à l'emporter sur autrui ou à le duper. Plus de deux ans ont passé, et nous pouvons dire avec assurance que la nouvelle démarche politique que nous avons adoptée n'est pas une simple déclaration d'intention ni un appel, mais une philosophie de l'action, une philosophie de la vie, en quelque sorte. Elle continue à se développer, au même rythme que les processus objectifs en cours dans le monde, et elle est déjà à l'oeuvre.

La rencontre d'octobre 1986 à Reykjavik est l'un des événements survenus depuis que s'est ouverte la nouvelle étape dans les affaires internationales, événements qui méritent d'être mentionnés en cette occasion et qui resteront dans l'histoire. Elle a imprimé une impulsion concrète à notre nouvelle démarche, lui a permis de s'affirmer dans les milieux sociaux et politiques les plus divers et a rendu les contacts politiques internationaux plus fructueux.

Notre nouvelle démarche, inspirée de valeurs humaines universelles et axées sur le bon sens et la franchise, a commencé de s'imposer dans les affaires mondiales, balayant les stéréotypes de l'antisoviétisme et de la méfiance devant nos initiatives et notre activité.

Bien évidemment, à l'échelle des problèmes que l'humanité devra résoudre pour assurer sa survie, bien peu a été accompli jusqu'à présent. Mais les premiers pas ont été faits, et nous constatons déjà les premiers signes de changement. Cela est confirmé, entre autres, par l'accord auquel nous sommes parvenus avec les Etats-Unis d'Amérique sur la conclusion prochaine d'un accord sur les missiles à portée intermédiaire et les missiles tactiques opérationnels.

La conclusion de cet accord est aussi fort importante en soi : c'est la première fois que sera éliminée une catégorie entière d'armements nucléaires, qu'aura été accompli un premier pas concret vers le démantèlement des arsenaux nucléaires, qu'il aura été prouvé que l'on peut avancer dans cette direction sans léser personne.

C'est indéniablement un grand succès de notre nouvelle démarche, le fruit de notre volonté de rechercher des solutions mutuellement acceptables tout en garantissant strictement le principe de la sécurité égale.

Pour l'essentiel, néanmoins, cet accord avait été décidé dès notre deuxième rencontre avec le Président des Etats-Unis à Reykjavik.

Ce que le monde attend des troisième et quatrième rencontres des dirigeants de de l'URSS et des Etats-Unis à une époque si cruciale, c'est plus qu'un simple entérinement de ce qu'ils avaient arrêté il y a un an et plus qu'une poursuite du débat. Le temps presse, étant donné le danger croissant que des armes qui risqueraient d'échapper au contrôle ne soient mises au point.

C'est pourquoi nous mettons toute notre persévérance, lors de ces rencontres, à essayer d'obtenir un progrès sensible des résultats concrets sur le point essentiel, qui est d'écarter la menace nucléaire - de réduire les moyens offensifs stratégiques et d'empêcher le déploiement d'armes dans l'espace.

Quelles raisons avons-nous donc d'être optimistes et de juger véritablement réalisable la sécurité globale? Cela vaut qu'on s'y arrête.

Au moment où nous célébrons le soixante-dixième anniversaire de notre révolution, qui n'aurait pas triomphé si elle n'avait été préparée en théorie, à ce nouveau tournant de l'histoire mondiale, nous examinons nous aussi d'un point de vue théorique les perspectives de progrès vers une paix durable. Notre nouvelle démarche nous a permis dans l'ensemble d'établir qu'en théorie, un système général de sécurité internationale fondé sur le désarmement est nécessaire et possible. Il nous faut maintenant le prouver, en progressant vers ce but et en y parvenant. Il nous faut comprendre l'interaction des forces qui peut, à travers les luttes, les contradictions et les conflits d'intérêts, déboucher sur l'issue recherchée. Et à ce propos, il nous faut avant tout, toujours dans le droit fil de l'enseignement de Lénine et avec ses propres méthodes, nous poser des questions difficiles.

La première a trait à la nature de l'impérialisme. C'est là, comme on le sait, que réside la principale menace militaire.

/...

La nature d'un système social ne peut naturellement pas être modifiée sous l'influence de conditions extérieures. Mais est-il possible au stade actuel de l'évolution du monde, dont les éléments sont interdépendants et qui constitue un tout, d'influer sur cette nature de façon à en paralyser les manifestations les plus dangereuses? Autrement dit, peut-on compter que les lois objectives d'un monde interdépendant, où les valeurs universelles ont la priorité, pourront limiter l'action destructrice des forces égocentriques, inspirées par l'intérêt de classe étroit, qui caractérisent le système capitaliste?

La deuxième question et liée à la première : le capitalisme est-il en mesure de se libérer du militarisme, peut-il assurer sans lui le fonctionnement et le développement de son économie? Et n'est-il pas utopique d'inviter, comme nous l'avons fait, les pays occidentaux à élaborer, pour les confronter avec les nôtres, des programmes de reconversion économique, c'est-à-dire d'adaptation de l'économie à des fins pacifiques?

La troisième question est la suivante : le système capitaliste peut-il se passer du néo-colonialisme, qui est l'un des facteurs de sa survie à l'époque actuelle? Autrement dit, ce système est-il capable de fonctionner sans les échanges inégaux lourds de conséquences imprévisibles qu'il entretient avec le "tiers monde"?

Autre question parallèle : est-il réaliste d'espérer que la conscience du danger catastrophique qui menace actuellement le monde (conscience qui, nous le savons, gagne même l'élite des dirigeants occidentaux) débouchera sur une politique concrète? Après tout, si puissants que soient les arguments de la raison, si développé que soit le sens des responsabilités, si fort que soit l'instinct de conservation, il y a des choses qu'il n'y a pas moyen de sous-estimer, et qui sont déterminées par des intérêts économiques, et donc de classe.

Autrement dit, la question est de savoir si le capitalisme pourra s'adapter à un monde exempt d'armes nucléaires, à un monde où le désarmement sera chose faite, à un nouvel ordre économique équitable, à la confrontation honnête des valeurs spirituelles de deux univers. Or, ces questions sont loin d'être gratuites. De la réponse qui y sera donnée dépend l'évolution de l'histoire dans les prochaines décennies.

Mais il suffit de poser ces quelques questions pour mesurer toute la gravité de la tâche. Les réponses, c'est la vie qui les donnera. Quant au bien-fondé de notre programme concernant un monde exempt d'armes nucléaires, un monde de sécurité, ce n'est pas seulement la justesse inattaquable de ses bases scientifiques qui nous le confirmera. Il dépendra aussi des événements qui sont soumis à l'action de forces extrêmement diverses et tout à fait nouvelles.

Or, ce bien-fondé se confirme déjà. Et, là aussi, nous sommes fidèles à la tradition de Lénine, à l'essence même du léninisme, qui est fusion organique de la théorie et de la pratique, la théorie étant conçue comme outil de la pratique et la pratique comme moyen de contrôler la justesse d'une théorie. Et c'est bien comme cela que nous agissons, traduisant notre nouvelle pensée en politique extérieure, l'expérience tirée de la politique réelle nous servant à corriger et préciser la pensée.

Bref, qu'escomptons-nous, sachant que c'est avec les pays capitalistes qu'il nous faudra bâtir un monde de sécurité?

Nous avons vu depuis la guerre une mutation profonde des contradictions sous-jacentes aux processus essentiels de l'économie et de la politique mondiales. Je veux parler avant tout des processus qui, par le passé, menaient inéluctement à la guerre, à des guerres mondiales entre les Etats capitalistes eux-mêmes. La situation à cet égard a bien changé. Les leçons de la dernière guerre, comme aussi la crainte d'un affaiblissement face au socialisme devenu système mondial, ont empêché le capitalisme de pousser ses contradictions internes jusqu'à leur conclusion extrême. Ces contradictions se sont transformées en course aux techniques, se sont "désamorcées" grâce au néo-colonialisme. On a vu ainsi une espèce de nouveau partage "pacifique" du monde - selon la règle définie par Lénine - "selon le capital", la part du lion allant à qui était le plus riche et le plus puissant à un moment donné. Dans certains pays, pour apaiser les tensions économiques, on a réaffirmé les ressources au profit du complexe militaro-industriel, sous prétexte d'une "menace soviétique". Les transformations de l'infrastructure technologique et organisationnelle de l'économie capitaliste ont également contribué à atténuer les contradictions et à équilibrer les divers intérêts.

Il s'agit là de réalités menaçantes, qu'il faut certes comprendre, mais auxquelles il faut aussi trouver des solutions pratiques.

L'économie capitaliste peut-elle se développer sans militarisation? On songe au "miracle économique" du Japon, de l'Allemagne de l'Ouest, de l'Italie. Le "miracle" fini, ces pays se sont tournés à nouveau vers le militarisme, c'est vrai. Mai il faut essayer de voir ce qui, dans ce tournant, relève des lois inhérentes au fonctionnement actuel du capital monopoliste, et ce qui tient aux circonstances ("exemple contagieux" du complexe militaro-industriel des Etats-Unis, "guerre froide", considérations de prestige, nécessité d'avoir sa propre "force de frappe" pour parler avec les concurrents un langage bien compris dans ce milieu, désir de soutenir l'intrusion économique dans le "tiers monde" par une politique de force). Quoi qu'il en soit, plusieurs pays ont connu à notre époque un développement rapide de l'économie capitaliste malgré des dépenses militaires minimales, expérience qui reste dans l'histoire.

On peut aussi envisager la question autrement, pour ainsi dire a contrario. Aux Etats-Unis, depuis la guerre, l'économie n'a cessé d'être axée et basée sur le militarisme. On a pu croire au début, qu'elle s'en trouvait stimulée. Mais on a vu par la suite ce gaspillage de ressources, qui n'apporte rien à la société, se traduire par une dette publique astronomique, et par d'autres maux et calamités. Il a bien fallu alors constater que la militarisation excessive finit par aggraver les tensions dans le pays même, et entraîner une surchauffe économique dans les autres pays. Le vent de panique d'une violence inconnue depuis près de 60 ans, qui a récemment soufflé sur la Bourse de New York et d'autres, est un symptôme grave et un avertissement sérieux.

/...

Le troisième aspect, c'est celui des échanges inégaux avec les pays en développement et de l'exploitation de ces pays. Malgré les innovations extraordinaires qui ont permis d'inventer une nature artificielle, le capitalisme développé n'a pas pu et ne pourra pas se passer des ressources de ces pays. Il y a là une réalité objective.

Miser sur la destruction de rapports économiques mondiaux nés de l'histoire est dangereux et ne mènera nulle part. Mais c'est aussi emprunter une voie sans issue que continuer d'user des ressources d'autrui par des méthodes néo-colonialistes, de laisser l'arbitraire des sociétés transnationales se donner libre cours, de maintenir les pays en développement asservis par des dettes atteignant les trillions, manifestement impossibles à rembourser. Cela crée aussi des problèmes graves à l'intérieur des pays capitalistes eux-mêmes. La spéculation bat son plein, naturellement. L'idée générale, là-dedans, est de faire du "tiers monde" une sorte de bouc émissaire, de lui faire endosser bien des difficultés, et notamment la baisse du niveau de vie dans les métropoles du capital.

On voit çà et là des tentatives de "rallier la nation" autour de slogans chauvins, d'"associer" les travailleurs à l'exploitation d'autres pays et, dans le même temps, de leur faire accepter la nouvelle modernisation capitaliste. Mais toutes ces ruses et bien d'autres ne règlent pas le problème en profondeur et ne font que l'atténuer, parfois temporairement. Les échanges inéquitables demeurent, et finiront par causer une explosion. Il semble que les dirigeants occidentaux commencent à comprendre que l'explosion est possible, et qu'ils cherchent pour l'instant à s'en tirer par des palliatifs divers.

En fait, les processus actuellement à l'oeuvre en économie et en politique internationales sont nouveaux, et n'ont pas encore été bien compris ni assimilés. Il faudra pourtant y parvenir, car il y a là comme une loi objectivement inéluctable : c'est ou bien la faillite complète, ou bien la recherche en commun d'un nouvel ordre économique qui tienne compte des intérêts de tous sans exception, dans l'égalité des droits. Il semble maintenant qu'on entrevoie un moyen d'instaurer cet ordre, en concrétisant la notion de "désarmement pour le développement".

Nous voyons donc que le troisième aspect ne semble pas insoluble non plus. Là aussi, les contradictions peuvent se modifier. Encore faut-il comprendre les réalités et définir un mode d'action concret dans le cadre de la nouvelle pensée. On pourra de la sorte progresser plus aisément vers un monde plus sûr. Bref, il y a là aussi un choix historique, dicté par les lois d'un monde qui à bien des égards, forme un tout indissociable.

Il y a un autre aspect d'importance majeure et même décisive. Le socialisme est partie intégrante du monde. Né il y a 70 ans et devenu système mondial, il a en fait, déterminé la physionomie du XXe siècle. Il franchit actuellement une nouvelle étape de son développement, démontrant à nouveau toutes ses possibilités.

Songeons par exemple à ce que peut représenter pour la coexistence pacifique la seule restructuration de l'Union soviétique. En nous permettant d'amener tous les grands secteurs de l'économie au niveau mondial, elle donnera à notre immense

et riche pays la possibilité de participer comme jamais auparavant à la division internationale du travail et des ressources. L'énorme potentiel scientifique, technique et productif de notre pays lui permettra alors de prendre bien plus d'importance dans les relations économiques mondiales, ce qui étendra et consolidera de manière décisive les bases matérielles d'un système général de paix et de sécurité internationales. La place qui lui est réservée dans l'avenir de la civilisation moderne est d'ailleurs un autre aspect essentiel de la restructuration. Les processus objectifs qui favorisent la paix seront influencés par ailleurs par la lutte des classes et d'autres manifestations des contradictions sociales.

L'avant-garde du mouvement ouvrier cherche à élever la conscience politique de la masse. Son action s'inscrit dans une situation extrêmement complexe, nouvelle et mouvante. La protection des droits économiques et des intérêts de masse apparaît certes sous un jour différent, mais c'est le cas aussi de la lutte pour la démocratie, notamment en matière de production. Il arrive souvent, par exemple, que l'on propose aux ouvriers une "association", mais conçue de telle manière que leur soit fermée toute possibilité de contrôle des affaires, et qu'il ne puisse même pas être question qu'ils choisissent librement leurs cadres.

Le monde occidental bruit de "théories" selon lesquelles la classe ouvrière serait en voie de disparition, fondue dans les "couches moyennes" à l'issue d'une mutation sociale, etc. Certes, il y a eu au sein de la classe ouvrière des transformations importantes, profondes même. Mais l'ennemi de classe a tort de se leurrer et de chercher à désorienter la classe ouvrière. Celle-ci qui, dans ses nouvelles frontières sociales, représente une force numériquement dominante, a tout pour jouer un rôle décisif, à plus forte raison dans les grands tournants de l'histoire.

Bien des facteurs peuvent jouer. L'un des plus probables est la militarisation démentielle de l'économie. Le passage à un nouveau stade de la révolution technique, fondé sur la militarisation, est un catalyseur puissant, d'autant plus que c'est la voie qui mène à la guerre, que toutes les couches de la population sont donc touchées, ce qui élargit la protestation des masses bien au-delà des simples revendications économiques. Là encore la classe dirigeante, ceux qui président aux destinées du capital monopoliste devront choisir. Nous sommes persuadés, confortés en cela par les conclusions de la science, qu'avec le niveau actuel des techniques et de l'organisation de la production, la reconversion, la démilitarisation de l'économie sont possibles, et que cette option-là, c'est celle de la paix.

Il en va de même pour les conséquences de la crise des relations entre le monde développé et le monde en développement. Si on laisse les choses s'envenimer et qu'il devient impossible de continuer à tirer des ressources de l'exploitation du "tiers monde", le caractère inadmissible et insupportable d'un système hors d'état d'exister sans exploitation peut prendre une dimension politique, et très aiguë. De sorte que là encore, le capitalisme se trouve placé devant un choix difficile : aller jusqu'à l'explosion, ou accepter de prendre en compte les lois d'un monde interdépendant et indissociable, en assurant l'équilibre des intérêts dans l'égalité des droits.

Or dans la situation actuelle telle que nous la voyons, c'est indispensable, mais aussi possible, d'autant plus que le "tiers monde" lui-même est travaillé par des forces qui vont dans le même sens.

On parle d'un déclin des mouvements de libération nationale. Mais il semble qu'on désigne ce faisant d'un même mot des réalités différentes, en ignorant la nouveauté radicale de la situation. Si l'on parle de l'élan libérateur qui poussait à lutter pour l'indépendance politique, il est indéniablement en perte de vitesse, ce qui est naturel. Mais l'élan nécessaire au stade actuel de l'évolution du "tiers monde", on le voit seulement se dessiner : c'est ce qu'il faut bien comprendre pour ne pas céder au pessimisme. Cet élan est la résultante de facteurs divers et hétérogènes. Il y a là l'effet d'un processus économique puissant, qui prend parfois des formes paradoxales. Il est par exemple des pays qui, tout en demeurant à certains égards des pays peu développés, atteignent dans l'économie et la politique mondiale le niveau des grandes puissances.

Il y a là aussi l'effet de l'énergie politique qu'accumulent les pays à mesure que se forment les nations et que se consolident réellement les Etats nationaux, parmi lesquels une place importante revient aux pays dotés d'un régime révolutionnaire. Mais il y a là aussi les "raisins de la colère", face à une polarisation criante de la misère et de l'opulence, face au contraste entre les possibilités et la situation réelle.

Dans les organisations où se reflète le processus d'unification interétatique des pays en développement, on voit se manifester de plus en plus clairement et activement l'originalité et l'indépendance. C'est une caractéristique que l'on retrouve plus ou moins marquée dans toutes les organisations, et elles sont nombreuses : Organisation de l'unité africaine, Ligue des Etats arabes, ANASE, Organisation des Etats américains, Système économique latino-américain, Forum du Pacifique sud, Association de l'Asie du Sud pour la coopération régionale, Organisation de la Conférence islamique et surtout Mouvement des pays non alignés. On y trouve toute une mosaïque d'intérêts, de besoins, de recherches, d'idéologies, de revendications et de préjugés contradictoires, tout à fait caractéristiques de l'étape actuelle. Si ces organisations commencent à marquer de manière perceptible la politique mondiale, elles n'ont pas encore révélé toutes leurs possibilités, pourtant immenses de sorte qu'il est difficile de prédire les résultats même pour les 50 années à venir.

Ce qui est clair, c'est qu'il s'agit d'un véritable univers, qui cherche à définir les structures qui lui permettent de participer effectivement, à égalité de droits, à la solution de questions intéressant l'humanité entière. Cet univers compte 2 milliards et demi d'êtres humains. Et il est facile de deviner que son influence sur la politique mondiale progressera à pas de géant, et qu'il jouera un rôle original dans la formation de l'économie mondiale de demain.

Si puissant que soit le capital transnational, ce n'est pas lui qui déterminera l'évolution du "tiers monde". Il lui faudra bien au contraire s'adapter lui-même aux solutions qu'auront choisies ou qu'ont déjà choisies les peuples eux-mêmes, en toute indépendance. Or, pour ces peuples, comme pour les organisations qui les représentent, le nouvel ordre économique international présente un intérêt vital.

Ajoutons encore un élément qui n'est pas sans importance. Ces dernières décennies, l'évolution du monde capitaliste proprement dit a donné naissance à des formes nouvelles de contradictions et de mouvements sociaux. Je veux parler des mouvements contre la menace nucléaire, pour la défense de l'environnement, contre la discrimination raciale, contre la polarisation délibérée de la société entre succès et misère, contre la nouvelle modernisation capitaliste qui fait de régions industrielles entières des zones sinistrées. Ces mouvements groupent des millions d'hommes et de femmes, inspirés et menés par des personnalités éminentes de la science et de la culture, dont l'autorité est reconnue sur les plans national et international.

Les partis social-démocratiques, socialistes et travaillistes, ainsi que d'autres organisations de masse analogues ou liées à ces partis, continuent à jouer un rôle important dans l'évolution politique de nombreux pays, dont certains où leur influence augmente. Nous voyons donc se vérifier partout dans le monde contemporain, selon tous les paramètres, économiques, politiques et sociaux, la thèse que Lénine considérait comme l'une des plus hautes du marxisme; à mesure que s'approfondit le processus historique, les masses qui y participent sont de plus en plus nombreuses. Or, c'est toujours un signe indubitable et un facteur puissant d'évolution sociale, et donc aussi de paix.

En effet, ce qui fait la grandeur et la nouveauté de notre époque, c'est que les peuples y occupent de plus en plus clairement et ouvertement, une place marquante dans l'histoire. Leur position est désormais telle qu'on est obligé d'en tenir compte non pas à long terme, mais immédiatement. Du même coup, une autre vérité nouvelle est mise en lumière : ce qui caractérise de plus en plus l'évolution historique, au seuil du XXIe siècle, c'est le choix permanent. Pour faire le bon choix, il faudra nécessairement tenir le plus grand compte des intérêts et des aspirations de millions, de centaines de millions d'êtres humains.

D'où la responsabilité des hommes politiques. Car la politique ne peut être concrète que si elle tient compte de cette caractéristique nouvelle : pour prendre en considération l'élément humain en politique, on ne peut plus se contenter d'un simple écho, plus ou moins spontané, de la vie et de l'activité des masses, et de leurs aspirations. L'élément humain fait irruption dans les affaires mondiales. Faute de comprendre cela, c'est-à-dire faute d'une démarche nouvelle fondée sur les réalités contemporaines et la volonté des peuples, la politique ne peut être qu'une improvisation pleine d'aléas, grosse de risques, tant pour le propre pays de l'improvisateur que pour les autres. Ce type de politique n'a aucune base durable.

Voilà donc sur quoi nous fondons notre vue optimiste de l'avenir, notre espoir de voir la mise en place d'un système général de sécurité internationale.

Notre position en matière de défense en est une suite logique. Tant qu'il reste un risque de guerre, tant que la revanche sociale demeure l'axe stratégique de programmes militaristes de l'Occident, nous continuerons à faire tout ce qu'il faudra pour maintenir notre puissance de défense à un niveau qui exclue toute suprématie militaire de l'impérialisme sur le socialisme.

/...

En ces journées solennelles, nous rendons dûment hommage au mouvement communiste international. Il tire sa force vitale de la Révolution d'octobre, qui garde jusqu'à présent sa dimension internationale. Le mouvement communiste international croît et se développe dans les différents pays où il est implanté, mais tous les communistes ont des traits communs, à quelque nation qu'ils appartiennent et dans quelque pays qu'ils oeuvrent : l'attachement au mieux, à l'idée d'une société communiste, la fidélité aux travailleurs, avant tout à la classe ouvrière, la lutte pour les intérêts essentiels des travailleurs, la lutte pour la paix et la démocratie.

Il me semble qu'au moment où nous fêtons notre soixante-dixième anniversaire, la troisième Internationale communiste mérite d'être mentionnée. Il nous faut encore établir toute la vérité sur la troisième Internationale, en écrire l'histoire authentique et complète. Quelles qu'aient été les déficiences et les erreurs qui ont marqué son activité, et si pénible que soit le rappel de certaines pages de son histoire, le Komintern fait partie du passé de notre mouvement. Né de la Révolution d'octobre, il n'a pas été seulement une école d'internationalisme et de fraternité révolutionnaire. Il a fait de l'internationalisme une arme concrète de lutte pour les intérêts des travailleurs, le progrès des nations et des nationalités. De ses rangs sont sortis de vrais chevaliers du XXe siècle, des gens de devoir et d'honneur, d'une magnifique élévation de vues et d'un courage inflexible, qui ont souffert avec les millions de persécutés de la planète, qui ont entendu leur cri et les ont appelés à la lutte.

Les communistes ont été les premiers à sonner l'alarme devant les dangers du fascisme, ont été les premiers à lutter contre le fascisme, et en ont été les premières victimes. Ils ont été les premiers, affluant de tous les coins du monde, à entamer la lutte armée contre le fascisme en Espagne. Ils ont été les premiers à lever l'étendard de la résistance au nom de la liberté et de la dignité nationale de leurs peuples. Et ce sont les communistes, soviétiques principalement, qui ont contribué de façon décisive à la défaite du fascisme lors de la deuxième guerre mondiale.

Les communistes, toujours aussi inflexibles et audacieux, sont maintenant, comme ils n'ont cessé de l'être depuis lors, au premier rang de ceux qui luttent contre toute réaction et tout obscurantisme. Ce sont des gens d'un héroïsme et d'une abnégation légendaires. Et il ne s'agit pas là d'exceptions, mais de centaines de milliers d'hommes et de femmes organisés et réunis par une volonté unique, une discipline de fer et des convictions incorruptibles.

Le temps du Komintern, du Kominform et même des réunions internationales ayant force obligatoire est passé. Mais le mouvement communiste international, lui, est bien vivant. Les partis sont tous indépendants, intégralement et sans retour possible. Cela, nous l'avions dit dès le XXe Congrès. Il est vrai que les vieilles habitudes sont dures à perdre. Mais c'est maitenant une réalité indiscutable. En ce sens, le XXVIIe Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique est et restera un point de non-retour. Nous l'avons, je crois, bien montré dans nos rapports avec les partis frères à mesure qu'avançait la restructuration.

Le mouvement communiste international est à la croisée des chemins, comme le progrès du monde lui-même et ses forces vives. Les partis communistes se cherchent une place nouvelle dans les mutations qui marquent le tournant du siècle. Mais leur mouvement international se rénove, uni par le respect pour les principes, rénovés eux aussi, de la confiance, de l'égalité de droits et de la solidarité sincère. Le mouvement international est ouvert au dialogue, à la coopération, à l'interaction et à l'union avec toutes les autres forces révolutionnaires et démocratiques de progrès.

Le Parti communiste de l'Union soviétique n'a aucun doute sur l'avenir du mouvement communiste, qui offre au monde une voie autre que le capitalisme, qui groupe les plus courageux et les plus acharnés des combattants pour la paix, l'indépendance et le progrès de leurs pays, pour l'amitié entre tous les peuples de la terre.

Camarades!

L'événement le plus marquant de l'histoire du monde depuis la Révolution d'octobre est la naissance du système socialiste mondial. Voilà 40 ans déjà que le socialisme est le destin commun de nombreux peuples, le facteur essentiel de la civilisation moderne.

Notre parti et le peuple soviétique apprécient hautement la possibilité d'une interaction avec des amis qui partagent avec nous depuis plusieurs décennies la responsabilité, à l'échelon gouvernemental, du socialisme et de ses progrès. Tous les Etats socialistes ont accumulé des expériences intéressantes et utiles touchant la solution de problèmes sociaux, économiques et idéologiques, l'édification d'une vie nouvelle.

C'est pour l'humanité entière que le système socialiste, ses recherches confirmées dans les faits et ses expériences, sont importants. Le système socialiste a offert au monde ses propres réponses aux grandes questions existentielles, a approuvé ses propres valeurs humanistes et collectivistes, axées sur le travailleur. Le régime socialiste lui enseigne le sentiment de sa propre dignité, lui apprend qu'il est le maître de son pays, lui assure la protection sociale et lui inculque la foi en l'avenir. Devant lui s'ouvre un large horizon de connaissances, de culture, de réalisation possible de ses capacités et talents personnels.

L'acquis des peuples des pays socialistes fait notre fierté commune, d'autant plus qu'il est le résultat d'une coopération fructueuse étalée sur de nombreuses années, de rapports fraternels, dont l'ampleur et la sincérité étaient jusque-là inconnues, entre les citoyens de ces pays : organisations de parti et organisations sociales, collectifs de production, unions de créateurs, organismes culturels, relations familiales et personnelles, travail et études côte à côte, liant des dizaines de milliers de personnes.

En considérant le chemin parcouru, on distingue mieux bien des choses. La vie a corrigé la manière dont nous concevions les lois et le rythme du passage au socialisme, la manière aussi dont nous comprenions le rôle du socialisme à l'échelle du monde.

Nous sommes loin de penser que tous les progrès réalisés dans le monde sont dus au seul socialisme. Mais la manière dont se posent les problèmes les plus importants pour l'humanité et dont on leur cherche une solution confirme les liens indissolubles du progrès mondial avec le socialisme en tant que force internationale. Ces liens deviennent particulièrement évidents à voir la lutte menée pour écarter la menace d'une catastrophe nucléaire, et l'existence dans le monde d'un rapport de forces donnant aux différents peuples la possibilité de défendre avec succès leurs choix socio-politiques.

L'expérience accumulée permet d'améliorer les rapports entre pays socialistes à partir de principes reconnus par tous : égalité inconditionnelle et entière; responsabilité du parti au pouvoir en ce qui concerne les affaires de l'Etat, au service patriotique de son peuple; souci de la cause commune du socialisme; respect mutuel, attention sérieuse pour ce qu'ont réalisé et expérimenté les amis, coopération volontaire dans la diversité; stricte respect par tous des principes de la coexistence pacifique. Voilà quelles sont les bases sur lesquelles opère l'internationaliste socialiste.

Le monde du socialisme nous apparaît aujourd'hui dans toute sa diversité nationale et sociale, ce qui est bien, et utile. Nous avons appris qu'unité ne signifie nullement identité ou monotonie. Nous avons appris également qu'il n'y a pas, qu'il ne peut y avoir pour le socialisme de "modèle" dont tous devraient s'inspirer.

Les critères du développement socialiste, à chaque étape et dans chaque pays, sont l'ensemble et la qualité des succès réels remportés dans la restructuration de la société au bénéfice des travailleurs.

Nous savons tous combien peuvent être préjudiciables l'affaiblissement du principe internationaliste dans les relations entre Etats socialistes, les entorses aux principes de l'avantage mutuel et de l'entraide, la méconnaissance de l'intérêt commun du socialisme dans l'activité mondiale.

Nous constatons avec satisfaction que, ces derniers temps, nos rapports avec tous les Etats socialistes se sont dynamisés et perfectionnés. Et la coopération entre Etats parties au Traité de Varsovie et Etats membres du CAEM est bien entendu devenue plus fructueuse et plus précise, ce qui ne constitue nullement une distinction de principe entre ces pays et les autres pays socialistes.

Le XXVIIe Congrès a clairement défini la position du Parti communiste de l'Union soviétique : en politique comme dans tous les autres domaines de notre interaction avec chacun des pays socialistes, ce qui est décisif, c'est ce qui garantit l'intérêt mutuel en même temps que l'intérêt du socialisme dans son ensemble. Le renforcement de notre amitié et le développement global de la coopération avec les pays socialistes, voilà ce qui inspire avant tout la politique extérieure de l'Union soviétique! En saluant aujourd'hui les délégations des pays socialistes, ce sont les peuples des pays socialistes que nous saluons.